



«Le foyer, à long terme, ce n'est pas vivable»

L'initiative citoyenne «Oppent Haus - Open Home» de Marianne Donven cherche à rapprocher familles résidentes et réfugiés qui veulent sortir des foyers.

Responsable pour la Croix-Rouge du service Hariko depuis 2016, Marianne Donven a lancé cette initiative citoyenne et nous explique pourquoi les réfugiés seraient beaucoup mieux, sur le long terme, au sein de familles plutôt qu'en foyer.

Entretien avec notre journaliste Audrey Somnard

Comment en êtes-vous venue à lancer cette initiative?

Marianne Donven : Il y a un an et demi, j'ai commencé par héberger un jeune réfugié afghan, un mineur non accompagné, puis deux autres Afghans supplémentaires l'année dernière au mois d'octobre. Je m'occupe du suivi des demandeurs de protection internationale (DPI) par le sport et la culture notamment, beaucoup viennent en journée à la structure Hariko à Bonnevoie. Ils veulent se rendre utile et surtout s'occuper. Les journées sont longues pour eux car, au Luxembourg, ils ne peuvent pas travailler en attendant d'être fixés sur leur statut.

Le foyer ça va bien pour quelques mois, mais les procédures sont longues, de 18 mois à deux ans parfois. Surtout que l'attente est imprévisible et sans aucune transparence, ils ne savent pas du tout où en est leur dossier et combien de temps il leur faudra attendre. En foyer ils sont à six par chambre, à long terme ce n'est pas vivable. Partager sa chambre avec cinq autres personnes qu'on ne connaît pas, certains se lèvent tôt le matin, d'autres sont bruyants tard le soir, ce n'est pas une vie.

De plus en plus de personnes sont à bout de force. En octobre dernier, c'était justement le cas de Farid. Ce réfugié que l'on connaissait bien car il venait nous voir tous les jours a fini par me dire qu'il n'en pouvait plus de la promiscuité, de ne pas bien dormir la nuit. J'ai lancé un appel sur Facebook et une de mes connaissances, Pascal, a accepté de prendre Farid chez lui. Les amis de Farid ont eu très vite vent de la nouvelle, cela a créé de la demande. C'est à partir de là que je me suis dit qu'il fallait lancer un projet pour mettre en relation des familles qui veulent aider, et les DPI qui veulent quitter les foyers.

Comment avez-vous procédé? Et comment les autorités ont-elles réagi?

Nous avons organisé une première réunion d'information en octobre après avoir créé une page sur Facebook... Et quelle surprise, 25 familles sont venues! L'écho était très positif. Ce qui était d'autant plus étonnant c'est que ces familles venaient de partout, jusqu'au fin fond du pays, ce qui a montré que dans le pays les gens sont prêts à aider.

Du côté de l'administration, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) n'était au début pas ravi je dois dire, comme s'ils voulaient garder le contrôle des réfugiés, même s'ils se trouvaient débordés. Pas mal de gens nous ont dit les avoir contactés, parce qu'ils voulaient aider, mais qu'ils n'ont reçu aucune réponse, ou on leur a répondu que ce n'était pas une bonne idée. Quand il s'agit de DPI, les au-

torités ont peur que les familles s'attachent à des personnes qui n'auront peut-être pas de statut et qui vont devoir quitter le pays. Nous disons simplement aux DPI qu'ils ont le droit d'habiter où ils veulent, qu'ils en notifient l'OLAI, mais c'est tout. Notre démarche n'a rien de nouveau, des familles hébergeaient déjà des gens pendant la guerre des Balkans. Aujourd'hui les choses se passent bien, et la ministre de la Famille, Corinne Cahen, nous soutient publiquement.

En décembre, nous avons organisé une deuxième réunion qui a moins marché puisque seulement cinq familles se sont présentées. Le problème, c'est qu'entre-temps le mot était passé parmi les DPI que des familles étaient volontaires pour héberger des réfugiés. Donc nous avons cinq familles pour une centaine de DPI! Nous faisons désormais le tour des communes pour sensibiliser au niveau local. Certaines sont demandeuses et jouent le jeu, d'autres attendent qu'on montre patte blanche à travers la commission de l'intégration, comme à Mersch. Nous avons également une réunion le 12 mai prochain à Esch.

Combien de DPI sont placés dans des familles aujourd'hui? Comment est-ce que vous les choisissez?

Nous en avons placé 35 grâce à notre plateforme, mais l'OLAI recense 70 DPI qui résident en famille, il y a donc d'autres initiatives et c'est tant mieux! Nous avons par exemple une dame de 75 ans qui héberge un Afghane chez elle et elle n'y voit que des avantages. Sa présence la rend plus dynamique, elle a quelqu'un pour l'aider, une présence qui fait qu'elle se sent plus en sécurité et elle ne s'angoisse plus de laisser sa maison, elle qui s'est déjà fait cambrioler. Nous sommes en pourparlers pour raconter son histoire dans une publication pour seniors, car je suis sûre qu'il y a là un grand potentiel pour les personnes âgées isolées de retrouver de la chaleur humaine en aidant ces jeunes.

Pour ce qui est de rassembler DPI et familles, c'est pour l'instant très artisanal. J'ai des papiers avec le profil des familles, ce qu'elles recherchent, et les DPI que je connais. Si la famille est très sportive par exemple, il faudra que le profil du DPI corresponde, qu'il soit content d'aller courir avec eux le week-end. Il faut faire en sorte d'accorder les hobbies, les goûts, pour que cela marche. Nous essayons de placer en priorité des jeunes entre 18 et 25 ans.

Pourquoi cette tranche d'âge en particulier?

Déjà, ils sont encore à un âge où ils ont besoin d'être en famille, d'être encadré. Et puis ils n'ont pas encore le droit au RMG à cet âge-là, c'est une période où ils peuvent se retrouver complètement démunis car cela prend beaucoup de temps pour eux d'apprendre la langue et d'ensuite trouver un travail. Je place donc des DPI en qui j'ai confiance, mais surtout il s'agit souvent de cas d'urgence. C'était notamment le cas d'un jeune qui avait reçu des menaces de mort par écrit de la part des autres résidents du foyer, en raison de son homosexualité. Il a fallu le

«Notre démarche n'a rien de nouveau, des familles hébergeaient déjà des gens pendant la guerre des Balkans», explique modestement Marianne Donven.